



Contre la politique du gouvernement et ses ordonnances TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE MARDI 12 SEPTEMBRE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 7 SEPTEMBRE 2017

Jeudi 31 août, le premier ministre et sa ministre du travail ont présenté le détail des cinq « ordonnances » destinées à dynamiser le Code du travail, dans la continuité de la Loi travail de 2016, en l'aggravant.

C'est une attaque sans précédent contre le monde du travail qui confirme qu'il n'y avait rien de bon à attendre des 48 « rencontres bilatérales » dans lesquelles le gouvernement a réussi à enfermer les confédérations syndicales, après les élections présidentielle et législative. Mais pour Gattaz, président du MEDEF, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande déjà plus !

LES EXIGENCES DU MEDEF PAR ORDONNANCES

Pour le MEDEF, il faut en finir avec un Code du travail sensé défendre les salariés contre les abus de leurs employeurs. Désormais, pour ce gouvernement, il s'agit d'assurer plus de « liberté » et de « sécurité »... aux chefs d'entreprise !

Le plafonnement de l'indemnité pour « licenciement abusif » à un niveau ridiculement bas et son plancher divisé par deux encourageront les patrons à licencier – même illégalement – en leur garantissant que cela ne leur coutera pratiquement rien.

L'introduction de la « rupture conventionnelle collective » – pour « libérer » l'entreprise de l'obligation de présenter un « plan social » – ou l'estimation de la « santé économique » d'un groupe multinational – comme dans l'automobile – sur le seul territoire national, permettront de licencier plus facilement.

L'inversion de la « hiérarchie des normes » permettra à une entreprise de négocier avec ses représentants syndicaux – ou dans les petites entreprises, directement avec les salariés – une baisse ou la disparition de toutes les primes, y compris celles qui étaient garanties par la Convention collective, en pratiquant le chantage à l'emploi, à la fermeture ou à la délocalisation.

Quant à la durée des CDD et au nombre de leurs renouvellements possibles, ils pourront être

modifiés selon les branches, accroissant encore la précarité des emplois. Et l'extension du « contrat de chantier » dispensera à l'avenir l'employeur du paiement de « l'indemnité de précarité ».

TOUTES ET TOUS ATTAQUÉS TOUS ENSEMBLE LE 12 SEPTEMBRE

Macron veut aller très vite et boucler l'affaire avant la fin septembre. Il se plaint que « la France n'est pas réformable » parce qu'il sait que sa loi travail est majoritairement rejetée, que les résistances sont nombreuses. Malgré le choix d'un passage en force de sa contre-réforme par les ordonnances, il est possible de la faire capoter, comme le mouvement de la jeunesse avait fait retirer le « contrat première embauche », en 2006.

A l'heure où Macron compte également s'en prendre à la fonction publique avec l'annonce de 120 000 suppressions de postes, où il s'en prend aux jeunes avec la sélection renforcée à l'université, aux retraités avec l'augmentation de la CSG, où il s'en prend aux plus précaires avec la baisse de l'Aide Personnalisée au Logement (APL), où il licencie des « emplois aidés » par dizaines de milliers, il est possible de faire converger tous les secteurs attaqués pour réussir la journée de grève et de manifestations du 12 septembre.



UNE STRATÉGIE POUR GAGNER !

Mais la journée de grève et de manifestation du 12 septembre doit être le premier pas pour la construction d'un mouvement général. Car pour gagner contre la politique de Macron, Philippe et Pénicaud, il faudra bien plus qu'une simple journée de mobilisation. Et contrairement à la mobilisation contre la Loi El Khomri, il ne faudra pas se contenter de journées en « saute-mouton ».

Pour empêcher Macron d'appliquer son programme et celui du MEDEF, ce qui est vraiment à l'ordre du jour, c'est un mouvement de grève massif du monde du travail, qui bloque l'économie et le pays. Un nouveau mai 68 qui aille jusqu'au bout !

GM&S : LES DONNEURS D'ORDRE SONT LES VÉRITABLES PATRONS DES SOUS-TRAITANTS

Lundi 4 septembre, le tribunal de commerce de Poitiers a encore reporté au jeudi 7 septembre sa décision concernant l'avenir de GM&S, une usine de la Creuse sous traitante de PSA et Renault, celle que les ouvriers menaçaient de faire sauter au mois de mai. La dernière proposition de reprise veut supprimer la moitié des emplois de l'usine. Depuis, les travailleurs de cette entreprise multiplient les actions devant les sites PSA et Renault, parce qu'ils n'ont plus rien à perdre.

Les GM&S sont devenus emblématiques de la crise qui frappe les sous-traitants automobiles. La chute des commandes signifiait l'asphyxie de l'usine. Sans la résistance des ouvriers, la fin de l'usine était programmée. Les ouvriers de l'usine GM&S ont justement dénoncé les responsabilités des deux firmes automobiles,

Alors qu'il est possible de requalifier un travail individuel en contrat de travail dès lorsque la « subordination » au donneur d'ordre est démontrée, c'est bien l'intégration de tous les salariés de ces sous-traitants dans les effectifs des entreprises donneurs d'ordre qu'il faut exiger, avec les mêmes droits et les mêmes salaires pour tous.

LES PATRONS DE L'AUTOMOBILE HORS LA LOI ?

Le "dieselgate", cette triche des constructeurs automobiles, n'en finit pas d'être une leçon de choses sur les pratiques des grandes firmes. Dernière révélation d'été : en Allemagne tous les constructeurs se sont mis en douce d'accord depuis des années pour contourner les règlements anti-pollution.

Un journal économique, qui ne se prétend même pas anticapitaliste a pu écrire au mois d'août, sans craindre d'être démenti : « *l'organisation de ces fraudes à grande échelle montre que le fait de jouer avec les règles est devenu la norme chez ces constructeurs. Elle révèle également un certain sentiment d'impunité chez les dirigeants et les cadres de ces grandes entreprises.* »

Renault et PSA sont dans le même bateau et participent aux mêmes lobbies pour défendre leurs intérêts et leur pognon au mépris de la loi, de notre santé et de nos droits. Ils n'arrêtent pas de nous obliger à respecter tous leurs ordres alors que eux s'assoient sur les règlements dès que cela les gêne.

ÉTAT D'URGENCE : FAUSSE SORTIE, VRAI DANGER

Pour Macron et la classe capitaliste qu'il sert, l'Etat d'urgence n'a certes pas mis fin aux actes terroristes, mais il a permis, depuis 2015 d'interdire des manifestations, de perquisitionner des milliers de personnes, de priver de liberté (par l'assignation à résidence) des centaines de citoyens mobilisés sur des causes écologiques (COP 21) ou syndicales (loi El Khomri). Aujourd'hui Macron anticipe la colère que va susciter sa politique antisociale et veut les

moyens de mater une éventuelle contestation d'ampleur. D'où une nouvelle loi en préparation pour inscrire dans la durée les outils d'un Etat d'urgence soi-disant « momentané ». Des mesures qui viseraient – sous prétexte d'action « préventive » contre le risque terroriste – toute personne (dit le projet de loi) « dont il existe des raisons de penser que son comportement constitue une menace pour l'ordre public ».

Avec des formulations aussi vagues, le pouvoir peut viser qui il veut. Partout, assurons le succès des mobilisations contre cet arbitraire généralisé.

CONTRE LA FOLIE ATOMIQUE : POUR LE DÉSARMEMENT GÉNÉRALISÉ

On a assisté, cet été, à une escalade de déclarations guerrières entre les USA et la Corée du Nord. L'impérialisme américain n'a jamais accepté d'avoir dû signer, en 1953, un armistice qui consacrait l'existence d'une Corée du Nord « communiste ». Celle-ci en paie encore aujourd'hui le prix.

Les repréailles et l'embargo qu'elle subit depuis tant d'années en font une citadelle assiégée. Ce qui permet en retour au régime coréen – une vraie dictature qui ose encore se dire « communiste » - de faire accepter à son peuple les sacrifices nécessaires au financement de son armée et de son programme nucléaire. La maîtrise de l'arme atomique lui permet aujourd'hui de défier les USA dont le président prend une posture guerrière lourde de menaces.

Depuis Hiroshima et Nagasaki en 1945, l'horreur nucléaire plane sur l'humanité. Mais comment les grandes puissances nucléaires, dont la France, pourraient-elles convaincre d'autres Etats de renoncer à l'arme nucléaire si elles n'acceptent pas elles même de s'en débarrasser ?

LUTTE DE CLASSES DANS LES START-UP

Les livreurs de Deliveroo se mobilisent contre la baisse de leur rémunération décidée par l'entreprise, qui peut représenter jusqu'à un tiers de leurs revenus. Payés 5 euros la course, pour porter repas chauds ou pizzas sur leur dos, 10 heures de travail par jour et près de 1 000 km à bicyclette par mois pour gagner moins que le SMIC, les temps d'attente non payés, aucune assurance et les accidents pour leur pomme.

Ils ont manifesté le 28 août dans plusieurs villes de France et comptent bien poursuivre leur combat contre leur patron.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique